



Gestionnaire
du Réseau de Transport d'Electricité

16 MARS 2004

PRÉSENTATION DES RÉSULTATS 2003 DE RTE

CONFÉRENCE DE PRESSE DU 16 MARS 2004

DOSSIER DE PRESSE

CONTACTS PRESSE :

Michel DERDEVET,

directeur de la Communication et des Relations extérieures :

01 41 02 19 73

06 82 59 45 87

Thierry LARTIGAU,

responsable de la Communication externe :

01 41 02 16 78

06 23 67 83 93

Karine de USATORRE,

attachée de presse :

01 41 02 15 69

06 08 82 71 37

RTE est le gestionnaire du réseau de transport d'électricité français, créé le 1er juillet 2000. Entreprise de service public, il a pour mission l'exploitation, la maintenance et le développement du réseau haute et très haute tension. Il est garant du bon fonctionnement et de la sûreté du système électrique.

RTE achemine l'électricité entre les fournisseurs d'électricité (français et européens) et les consommateurs, qu'ils soient distributeurs d'électricité (EDF et les entreprises locales de distribution) ou consommateurs éligibles (sites industriels directement raccordés au réseau de transport).

Avec 100 000 km de lignes comprises entre 63 000 et 400 000 volts et 44 lignes transfrontalières, le réseau géré par RTE est le plus important d'Europe. RTE a réalisé un chiffre d'affaires de 4035 millions d'euros en 2003 et emploie 8000 salariés.

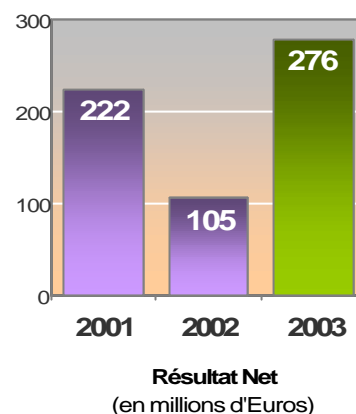
EN 2003, RTE A NETTEMENT AMÉLIORÉ SES RÉSULTATS FINANCIERS ET A POURSUIVI SON DÉSENDETTEMENT

L'exercice 2003 de RTE est caractérisé par des performances financières en très nette amélioration, supérieures aux objectifs, avec un chiffre d'affaires en forte hausse, un résultat net quasiment triplé par rapport à celui de 2002, une rentabilité économique de 7,1 % et un désendettement de 470 millions d'euros. Ces résultats s'expliquent par une amélioration sensible de la productivité, qui a augmenté de 5 % par an en moyenne sur les trois dernières années.

Un résultat net quasiment triplé¹...

A la fin de l'exercice 2003, le **résultat net après impôt** se monte à **276 M€** contre 105 M€ en 2002.

Sans la quote-part prise par RTE (27,1%) de l'arriéré fiscal imputé le 16 décembre 2003 par la Commission européenne à EDF, le résultat net après impôt se serait élevé à **333 M€**



... en raison d'une amélioration de la productivité de RTE

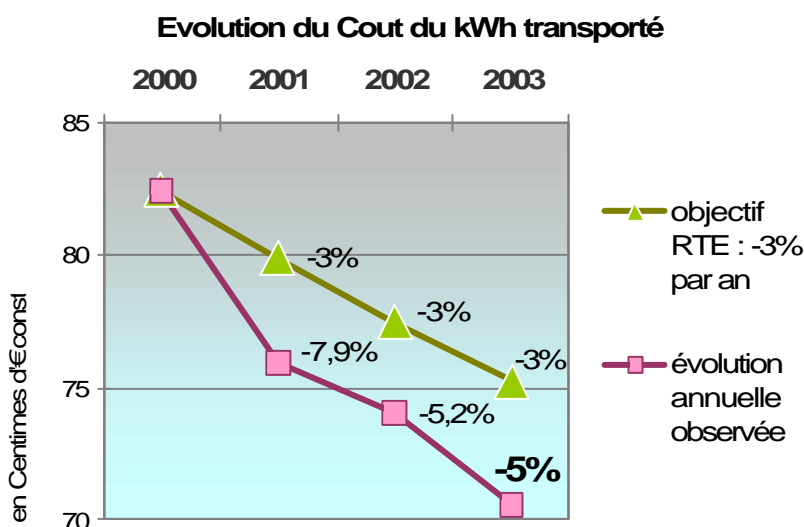
Les gains de productivité dégagés par RTE s'apprécient globalement au travers de l'évolution du coût de transport du kWh (CTK) qui, sur la période 2000-2003, a diminué en moyenne annuelle de 5 %.

Une économie de 3% sur les achats liés au cœur de métier

D'abord mobilisée sur la maîtrise des achats attachés à son cœur de métier (infrastructures du réseau de transport, énergie pour compenser les pertes électriques et services

« système »), la politique d'achats de RTE s'est étendue en 2003 aux services informatiques et de télécommunication ainsi qu'aux achats généraux.

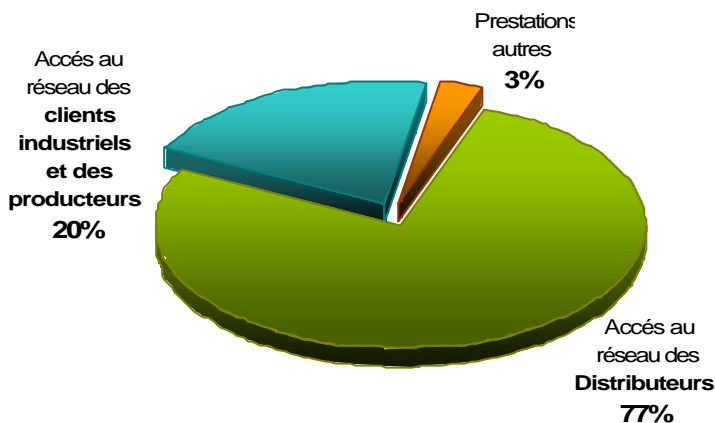
L'ouverture des marchés à de nouveaux fournisseurs commence à porter ses fruits : diversité, qualité et prix.



¹ Les montants 2002 présentés sont retraités selon les normes IAS – IFRS.

...complétée d'une forte hausse de son chiffre d'affaires

Ce résultat s'explique aussi par une forte augmentation du chiffre d'affaires, accompagnée d'une stabilisation des charges d'exploitation. En 2003 le chiffre d'affaires de RTE s'est établi à 4 035 M€, alors qu'il était de 3657 M€ en 2002².



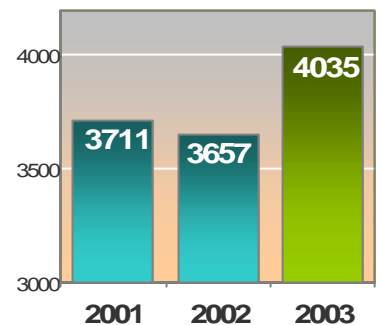
Répartition du Chiffre d'Affaires de 4035 M€ en 2003

Cette augmentation de 378 M€ s'explique par plusieurs facteurs :

- l'application sur l'ensemble de l'année 2003 des tarifs d'accès au réseau en vigueur depuis le 1er novembre 2002 a généré 196 M€ de recettes supplémentaires par rapport à 2002,
 - la croissance des soutirages représente 98 M€ de recettes supplémentaires.
- Cette augmentation est due, en partie, au climat contrasté de l'année 2003

(vague de froid du début d'année et canicule de l'été), après une année 2002 très clémente. Elle trouve aussi sa source dans la forte augmentation des consommations d'électricité en France (3,9 %), en particulier pour les clients domestiques,

- les recettes liées aux dépassements de puissance souscrite ont progressé, dans le même temps, de 80 M€.



Chiffre d'Affaires (en millions d'Euros)

...et d'une stabilisation de ses charges d'exploitation

Les charges d'exploitation atteignent 3 247 M€, contre 3220 M€ en 2002.

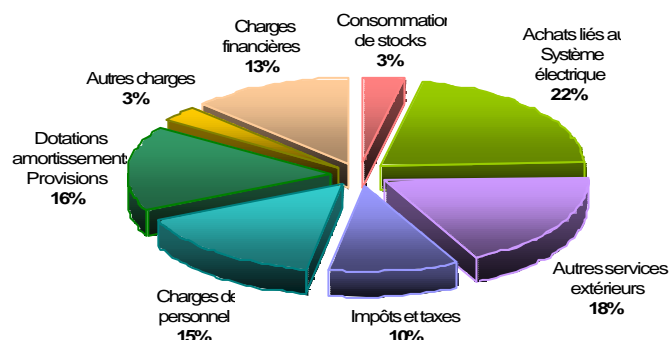
On peut noter :

- ♦ les achats liés à l'exploitation du système électrique, 804 M€ en 2003, ont augmenté de 60 M€ :
 - Les achats pour compensation des pertes, qui font l'objet d'une procédure d'appel d'offre à

laquelle participent de nombreux opérateurs européens, ont augmenté en raison de la hausse du prix de l'électricité ;

- La contribution au « fond ETSO », qui, depuis le 1^{er} mars 2002, assure la compensation, entre les Gestionnaires de Réseaux de pays européens, des coûts d'usage des réseaux liés aux transits internationaux, a été versée sur les douze mois de l'année 2003 au lieu de 10 l'année précédente,

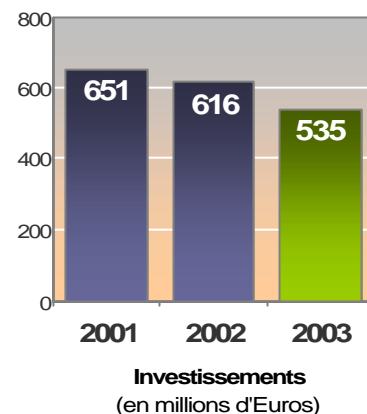
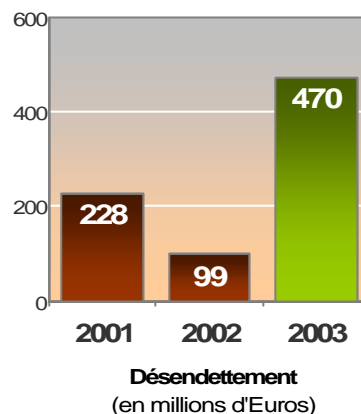
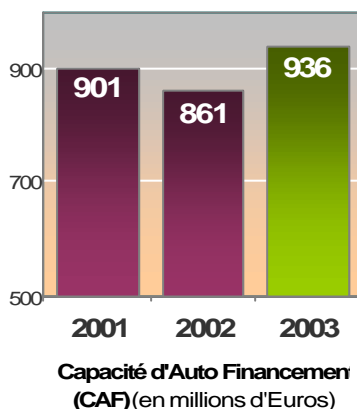
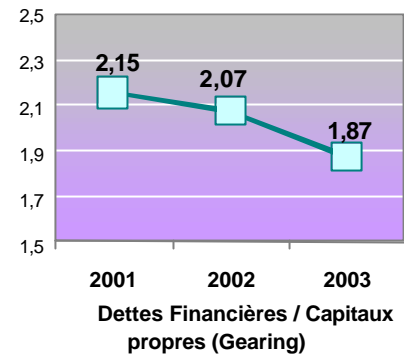
- ♦ les autres charges d'exploitation (achats de matériels et prestations,...) ont diminué en 2003 de 87 M€ à 868 M€ (955 M€ en 2002), compensant ainsi la hausse des charges de personnel et des impôts et taxes.



² Le CA 2002 publié est de 3740 M€. Pour l'analyse, il est corrigé des produits de mécanismes d'ajustement (83 M€) qui ne figurent pas dans le CA 2003.

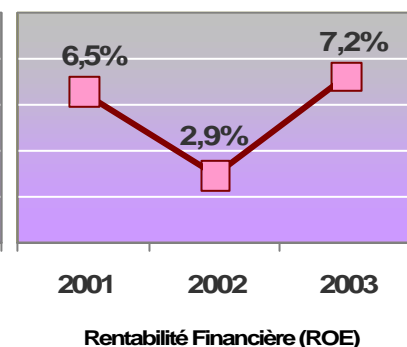
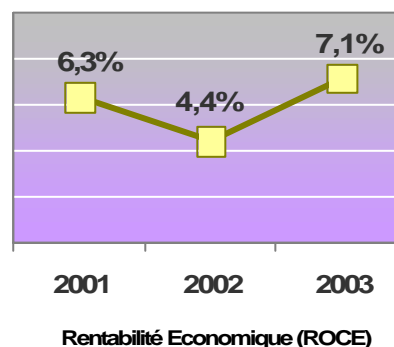
Les équilibres financiers de RTE restent ainsi fondamentalement sains et lui permettent de poursuivre son désendettement

- La Capacité d'Autofinancement (CAF) passe de 861 M€ en 2002 à 936 M€ en 2003, une hausse liée à celle du résultat.
- Les investissements, de 535 M€, se situent dans l'enveloppe autorisée par la CRE (547 M€) et marquent un retrait par rapport à ceux de 2002 (616 M€).
- Le besoin en fonds de roulement diminue de 478 M€ (dont une diminution de plus d'une centaine de M€ liés au changement de l'évaluation des dettes internes), alors qu'il avait augmenté de 82 M€ en 2002.
- RTE a versé à l'Etat en 2003 un dividende de 61 M€ au titre du résultat 2002.
- Le désendettement long terme qui en résulte est de 470 M€ (99 M€ en 2002). Le ratio dettes financières /capitaux propres (Gearing) passe de 2,07 fin 2002 à 1,87 fin 2003.



Une rentabilité économique et financière satisfaisante

La rentabilité économique, obtenue en ramenant le résultat d'exploitation aux capitaux mobilisés par RTE pour son activité, s'améliore fortement : elle se situe à 7,1 % au lieu de 4,4% en 2002. Corrigée des aléas climatiques, elle s'établit à 6,2%, conforme aux 6,5%



retenus par la Commission de Régulation de l' Energie (CRE) pour fixer le niveau des tarifs..

La rentabilité financière, obtenue en rapportant le résultat net aux capitaux propres, atteint ainsi 7,2 %, à comparer à 2,9 % en 2002.

LES ÉCHÉANCES DE 2004 POUR RTE

En application de la deuxième directive européenne, adoptée le 26 juin 2003, deux échéances majeures attendent RTE en 2004 :

- la mise en œuvre de la 2ème phase de l'ouverture du marché français de l'électricité,
- son indépendance juridique.

Le 1er juillet 2004, le marché s'ouvrira à la concurrence pour l'ensemble des clients professionnels

L'ouverture du marché aux clients professionnels est une

étape importante qui va concerner, dans quelques mois, près de 2,5 millions de clients qui pourront choisir librement leur fournisseur. Ces clients sont essentiellement ceux qui sont raccordés aux réseaux de distribution, car les clients raccordés au réseau de RTE sont déjà pratiquement tous éligibles. Les deux tiers de la consommation française d'électricité seront concernés par cette ouverture du marché, soit 300 TWh.

Aujourd'hui, seuls 3100 sites, représentant 160 TWh, sont éligibles.

Pour RTE, l'échéance du 1er juillet 2004 se traduira d'abord par la nécessité d'étendre le dispositif de « responsable d'équilibre » à ces nouveaux clients. RTE a engagé la mise à niveau de son système d'information qui sera prêt pour cette échéance.

A cette date, RTE devrait, par ailleurs, comme tous les autres gestionnaires de réseau de transport (GRT) d'électricité de l'Union européenne, être une entité juridiquement indépendante

La deuxième directive européenne sur le marché intérieur de l'électricité prévoit en effet que, d'ici le 1er juillet 2004, soit mise en œuvre l'indépendance juridique des gestionnaires de réseaux de transport d'électricité (et aussi de gaz) par rapport aux activités en concurrence (production, commercialisation, ...) des opérateurs historiques.

L'objectif est de garantir un accès équitable à ces réseaux, dans des conditions d'efficacité et de non-discrimination.

L'article 9 de la directive dispose que « chaque gestionnaire de réseau est tenu de contribuer à la sécurité d'approvisionnement grâce à une capacité de transport et une fiabilité du réseau adéquates. (...) Il est également tenu de garantir la non-discrimination entre utilisateurs ou catégories d'utilisateurs du réseau ».

Concernant la forme juridique des GRT, l'article 10 de la directive dispose que « lorsque le gestionnaire de réseau de transport fait partie d'une entreprise verticalement intégrée, il doit être indépendant, au moins

sur la forme juridique, de l'organisation et de la prise de décision des autres activités non liées au transport. »

Cette indépendance juridique de RTE viendra donc compléter celles, déjà existantes, concernant sa gestion comptable et financière et les conditions de son management (pour mémoire, le Directeur de RTE est, depuis 2000, nommé par le Ministre en charge de l'énergie).

Cette indépendance est essentielle pour permettre à RTE, à l'avenir, de continuer d'assurer pleinement ses missions de service public, sous le contrôle de la CRE et de l'Etat, en renforçant en particulier son rôle d'alerte vis à vis des pouvoirs publics en cas de risque pour la sécurité d'approvisionnement, ainsi que son rôle de coordonnateur vis à

vis de l'ensemble des acteurs du marché pour la sûreté de fonctionnement du système électrique français.

Les institutions européennes n'imposent pas à la France (ni aux autres pays de l'Union) de structure juridique particulière à adopter pour RTE, dès lors que cette structure garantit l'indépendance du GRT.

Le choix définitif relèvera clairement du domaine du gouvernement et du Parlement. C'est à eux qu'il reviendra de proposer et d'adopter la structure juridique qu'ils estiment la plus adaptée pour, d'une part, respecter l'indépendance juridique et managériale de RTE et, d'autre part, permettre à RTE d'assurer au mieux ses missions de service public.

Quelle que soit l'option retenue, en raison de notre statut de gestionnaire d'un monopole naturel, et conformément au préambule de la constitution de 1946, RTE doit demeurer une entreprise de service public, majoritairement détenue, directement ou indirectement, par l'Etat.

Le rôle nouveau et central des GRT en Europe

L'ouverture du marché de l'électricité à la concurrence a eu pour conséquence de donner aux GRT un rôle central dans l'établissement des modèles de marché de l'électricité adoptés par chaque nation.

La plupart des gestionnaires de réseau de transport européens ont les caractéristiques suivantes :

- **Ils ont, par définition, le « statut » de monopole naturel régulé.** Dans la plupart des cas, les GRT sont, en outre, des entreprises dont les activités sont contrôlées par une autorité nationale de régulation,
- **Ils sont indépendants vis-à-vis des activités de production, distribution et « trading ».** Les différents GRT européens doivent pouvoir échanger quotidiennement des données confidentielles dans le but d'améliorer la coordination et par conséquent de réduire le risque d'incident du système électrique,
- **Ils sont généralement à la fois opérateurs du système électrique et propriétaires des actifs du réseau qu'ils exploitent.**

Pour autant, au-delà de ses caractéristiques communes, les GRT ont adopté, en fonction de leur histoire et de leur contexte national, des structures juridiques extrêmement variées

Comment sont organisés les gestionnaires de réseaux de transport d'électricité dans les autres pays de l'Union européenne ?

Certains GRT appartiennent entièrement à l'Etat, comme en Italie, en Suède, en Norvège et aux Pays-Bas

L'Italie : Gestore della Rete di Trasmissione Nazionale (GRTN) a été créé en 2000. Il s'agit d'une

société indépendante dont l'actionnaire unique est l'Etat. Elle a pour mission la conduite du réseau de transport dans sa totalité et la maîtrise d'ouvrage des travaux de maintenance et de développement du réseau de transport. La réalisation de la maintenance du réseau revient aux sociétés propriétaires de ce réseau dont Terna (filiale d'Enel et propriétaire de l'essentiel du réseau). GRTN est l'un des rares GRT de l'Union européenne à ne pas être propriétaire des infrastructures sur lesquelles il fait circuler l'électricité ; le gouvernement italien a annoncé une fusion prochaine avec Terna.

La Suède : Svenska Kraftnät a été créé en 1992. Il emploie 270 personnes pour 125 TWh d'énergie livrée et 420 M€ de CA en 2002. Il s'agit d'une société indépendante

de transport d'électricité appartenant à l'Etat. Elle est propriétaire et opérateur du réseau de transport suédois à très haute tension, dont elle assure également la maintenance, principalement à travers des contrats de maintenance. Svenska Kraftnät est présent dans d'autres activités : télécommunications, gestion d'un parc de production propre de 1000 MW (pour ses propres besoins).

La Norvège : Créé en 1992 sous le nom de Statnett, cette entreprise compte 520 salariés pour 117 TWh d'énergie livrée et 381 M€ de CA en 2002. C'est également une société

indépendante de transport d'électricité appartenant à l'Etat. Propriétaire de 84 % du réseau de

transport, elle exploite la totalité du réseau de transport norvégien, dont elle assure également la responsabilité de la maintenance. Les autres lignes de transport appartiennent à des municipalités, régions et quelques sociétés privées.

Les Pays-Bas : TenneT a été créé en 1998 et compte avec 276 salariés pour plus de 100 TWh d'énergie livrée et 326 M€ de CA en 2002. Elle est propriétaire de la totalité du réseau 200 kV – 380 kV qu'elle conduit et dont elle assure également la maintenance. Le groupe Tennet occupe en outre une place centrale dans le secteur électrique via ses filiales telles que l'opérateur de marché « APX », (Amsterdam Power Exchange), sa présence dans le câble et les télécommunications et son rôle en matière de certification des énergies renouvelables

D'autres GRT appartiennent, pour partie à l'Etat, pour partie à divers actionnaires, qui peuvent être des électriciens ou des acteurs extérieurs au monde de l'énergie : c'est le cas de l'Espagne et de la Finlande

L'Espagne : Red Electrica de Espana (REE) a été créée en 1985 et compte 918 salariés pour plus de 200 TWh d'énergie livrée et 711 M€ de CA en 2002. REE appartient à l'Etat (28.5 %), aux 4 principaux producteurs espagnols dans la limite de 10 % et le reste est coté en bourse. REE s'est engagé dans une politique d'acquisition du reste du réseau à THT qu'il ne possède pas encore (environ 70 % du réseau 220 kV) et s'est aussi ouvert à l'international et dans le domaine des télécommunications.

La Finlande : Fingrid, société créée en 1996 a livré 62 TWh d'énergie pour un CA de 273 M€ en 2002. Il s'agit d'une société

contrôlée par un pacte d'actionnaires regroupant l'Etat, des compagnies d'assurance et des électriciens. Fingrid possède le réseau qu'elle conduit.

En Allemagne, les GRT sont tous des filiales à 100% des opérateurs historiques

L'Allemagne : les quatre GRT allemands (E.ON Netz, RWE Transportnetze Strom, Vattenfal Europe et EnBW Transportnetze) ont en commun d'être tous des filiales à 100 % d'une holding de l'opérateur historique et de posséder et maintenir le réseau qu'ils conduisent.

La Suisse n'a pas de véritable gestionnaire de réseau

La Suisse. Ne faisant pas partie de l'UE, la Suisse est un cas particulier où il n'y a pas de véritable gestionnaire de réseau, mais des opérateurs restés complètement intégrés verticalement dans les compagnies traditionnelles. Compte tenu de la situation géographique privilégiée de ce pays, cette particularité introduit des difficultés dans la constitution du marché unique de l'électricité en Europe. Les compagnies suisses ATEL, EOS, EGL, BKW-FMB et NOK ont des structures qui assurent la conduite du réseau de transport. Les opérateurs suisses se sont engagés à réorganiser cette activité, mais sans fixer d'échéance compte tenu du rejet, par référendum populaire d'un projet de loi allant dans ce sens.

En Belgique, le GRT a pour le moment un actionnaire majoritaire, qui est Electrabel, mais appartient également pour partie aux municipalités et au producteur public d'électricité ...

La Belgique : Elia a été créé en 2001. Avec 1113 salariés et plus de 78 TWh d'énergie livrée, Elia a réalisé un CA de 668 M€ en 2002. Elia gère le réseau de transport et même une partie du réseau allant jusqu'à 26 kV. Elle est détenue par Electrabel (64 %), filiale du groupe Suez, les municipalités belges et SPE, le producteur public belge d'électricité. A terme, 40 % du capital détenu par Electrabel sera introduit en bourse. Elia est composée de deux sociétés ; l'une assure la conduite du réseau et l'autre la gestion des infrastructures. La société s'est en outre diversifiée dans les activités de télécommunications et la création d'une compagnie de réassurance. Comme TenneT, Elia est partenaire de RTE dans le capital de la bourse française de l'électricité, POWERNEXT.

En Angleterre enfin, le GRT est coté en Bourse et les actionnaires, privés, sont extrêmement divers, puisque des banques, des compagnies d'assurance, des fonds de pension ou des particuliers sont dans le capital de National Grid Transco

L'Angleterre : créée en 1990, National Grid Company a fusionné en 2002 avec l'opérateur du réseau de transport du gaz Lattice. Avec environ 3360 salariés et plus de 300 TWh d'énergie livrée, l'entreprise a affiché 1900 M€ de CA en 2002. Sous son nouveau nom de National Grid Transco, elle est propriétaire du réseau de transport THT et en assure la conduite et la maintenance.

ANNEXE 1

L'indépendance financière de RTE

La dissociation comptable des différentes activités d'EDF est effective depuis l'examen des comptes de l'année 2000 par son Conseil d'administration, le 29 mars 2001.

Le bilan de l'activité « transport » d'EDF est alors devenu bilan d'ouverture de RTE. Ce bilan présente un passif comprenant 30 % de capitaux propres (3 811 M€) et 70 % de dette financière (8 584 M€), structure considérée comme acceptable par les régulateurs des différents pays européens pour une activité en « monopole naturel ».

Depuis cette date, RTE est doté d'une structure financière adaptée aux caractéristiques propres de son activité de transport d'électricité, activité à faible niveau de risque.

Ses revenus proviennent essentiellement des recettes liées à l'utilisation du réseau public de transport d'électricité (tarification de l'accès au réseau, redevances sur les postes sources alimentant les distributeurs).

Le tarif prend en compte l'ensemble des charges (achats liés à l'exploitation du système, achats de matériel, travaux d'entretien, charges de personnel, dotations aux amortissements et provisions, impôts et taxes), ainsi que la rémunération des capitaux engagés à hauteur de 6,5 %.

La séparation des comptes et de la gestion entre EDF et RTE, pour les activités de transport, garantit l'indépendance et la non-discrimination vis-à-vis de tous les acteurs de marché. Cette dissociation comptable est fidèle à l'esprit même de la Directive européenne du 19 décembre 1996, et organisée par la loi française du 10 février 2000, relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité.



Gestionnaire
du Réseau de Transport d'Electricité

PRESENTATION OF RTE RESULTS 2003

16th MARCH 2004

PRESS CONFERENCE, 16th MARCH 2004

PRESS KIT

PRESS CONTACTS:

Michel DERDEVET,

Director of Communication and External Relations:

+33 (0)141 021 973

+33 (0)682 594 587

Thierry LARTIGAU,

External Communication Executive:

+33 (0)141 021 678

+33 (0)623 678 393

Karine de USATORRE,

press officer:

+33 (0)141 021 569

+33 (0)608 827 137

RTE is the French electricity transmission system operator, set up on 1st July 2000. A public service company, its mission is to operate, maintain and develop the high- and extra-high voltage network. It guarantees the safety and proper operation of the electricity system.

RTE transports electricity between electricity suppliers (French and European) and consumers, whether they are electricity distributors (EDF and the local distribution companies) or eligible consumers (industrial sites directly connected to the transmission system).

With 100,000 km of lines between 63,000 and 400,000 volts and 44 cross-border lines, the network managed by RTE is the largest in Europe. In 2003, RTE posted turnover of €4,035M and currently employs some 8,000 staff.

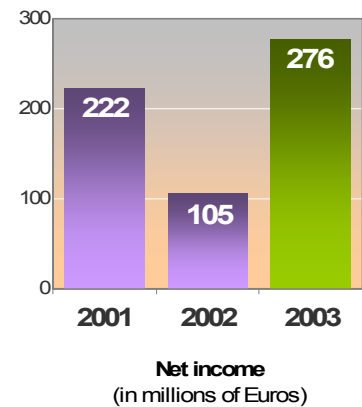
IN 2003, RTE RECORDED A CLEAR IMPROVEMENT IN ITS FINANCIAL RESULTS, AND CONTINUED ITS DEBT REDUCTION PROGRAMME

For RTE, the financial year 2003 was marked by a clear improvement in its financial performance: results exceeded objectives, with turnover growing strongly; net income reached levels almost three times higher than those recorded in 2002; the economic rate of return rose to 7.1%; and debt was reduced by €470M. These results are explained by the substantial improvement in productivity, which has risen by 5% per year on average over the last three years

Net income has almost tripled¹...

At the end of the financial year 2003, **net income after tax** amounted to **€276M**, compared with €105M in 2002.

Without RTE's portion (27.1%) of the tax arrears attributed to EDF by the European Commission on 16th December 2003, the company's net income after tax would have stood at **€333M**.



... due to RTE's improved productivity

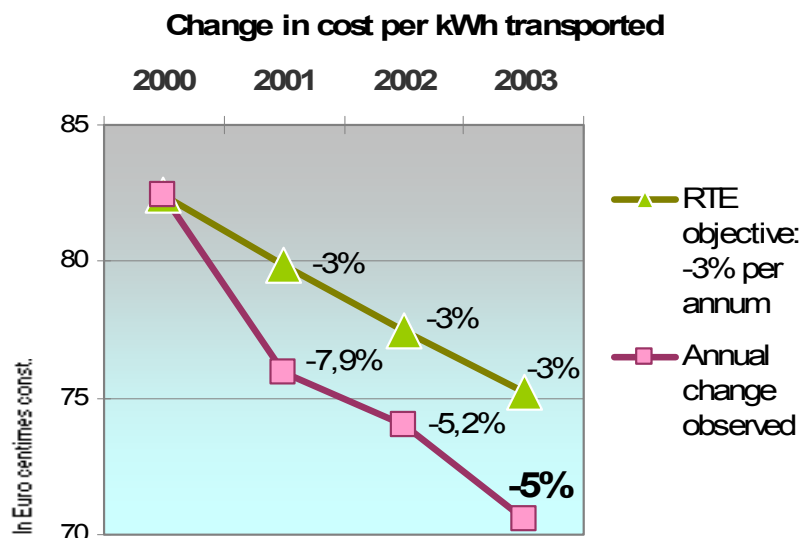
The productivity gains achieved by RTE are largely thanks to developments in the cost of transmission per kWh which, over the period 2000-2003, fell by an average of 5% per year.

A 3% saving on purchases linked to core business

Initially aimed at controlling purchases linked to the company's core business (transmission system infrastructures, energy to compensate "system" services and electricity losses), in 2003 RTE's purchasing policy was

extended to include the IT and telecoms services, as well as general purchasing.

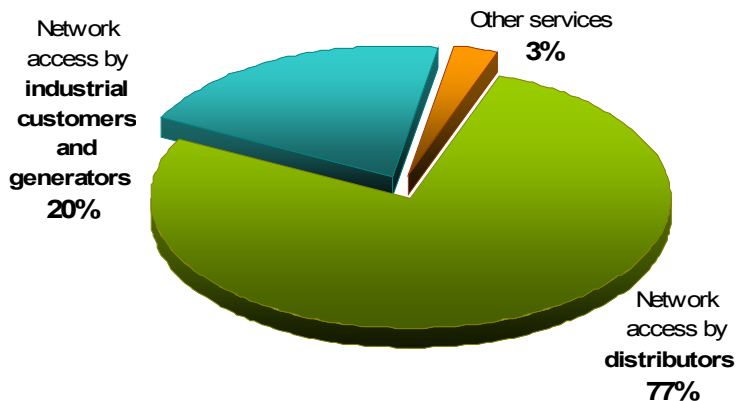
The opening of the markets to new suppliers is beginning to bear fruit: diversity, quality and price.



¹ The 2002 amounts shown have been reprocessed according to the IAS – IFRS standards.

...completed by a significant rise in its turnover

This result is also explained by the strong increase in turnover, combined with stabilised operating costs. In 2003, RTE's turnover amounted to €4,035M, compared with €3,657M in 2002².



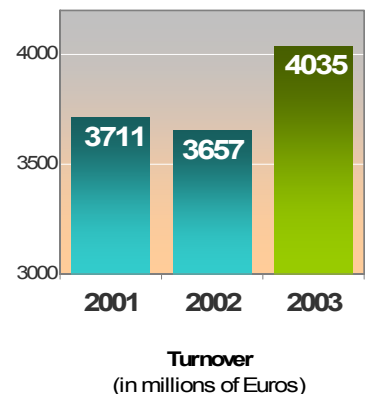
Breakdown of Turnover of €4,035M in 2003

There are several reasons for this €378M increase:

- the network access tariffs in force since 1st November 2002 were applied to the entire year 2003, thereby generating €196M in extra income compared with 2002
- growth in extractions represents €98M of extra income.

This increase is partly due to the sharply contrasting climatic conditions experienced in 2003

(cold snap at the start of the year followed by a heatwave in the summer), after a particularly mild 2002. It is also due to the strong increase in electricity consumption in France (3.9%), particularly by domestic customers, • at the same time, income linked to instances where the subscribed power level is exceeded rose by €80M.



...and stabilising operating costs

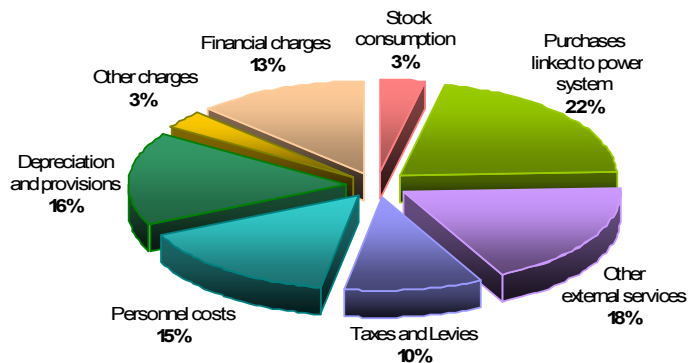
Operating costs amounted to €3,247M, compared with €3,220M in 2002.

The following should be noted:

- ◆ purchases linked to the operation of the power system, which amounted to at €804M in 2003, rose by €60M:
 - Purchases for compensating losses, which are subject to a call for tender process involving a number of European operators, rose due to the

increased price of electricity;

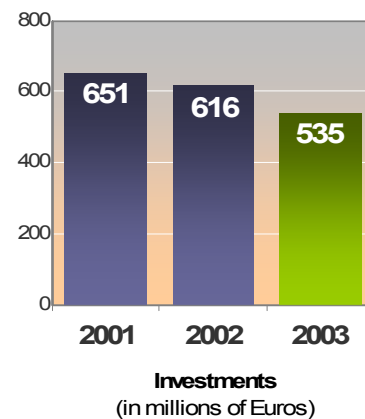
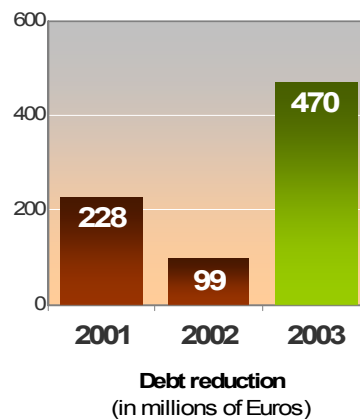
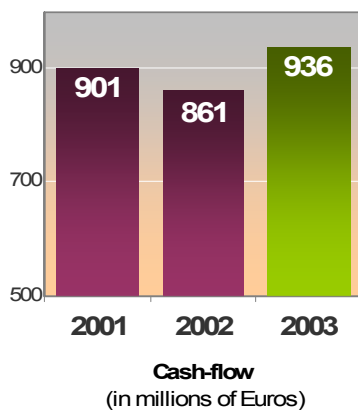
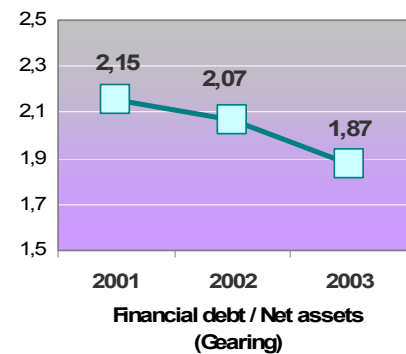
- The contribution to the "ETSO fund", which was set up on 1st March 2002 to provide compensation between European System Operators for network costs linked to international transits, was paid over the twelve months of 2003 instead of over 10 months the previous year,
- ◆ in 2003, other operating costs (purchases of goods and services, etc.) fell by €87M to €868M (€955M in 2002), thereby offsetting the rise in personnel costs, taxes and levies.



² Published turnover for 2002 was €3,740M. For analytical purposes, it is corrected to take account of income from the balancing mechanism (83 M€), which does not appear in turnover for 2003.

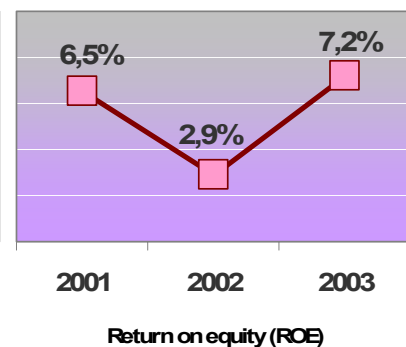
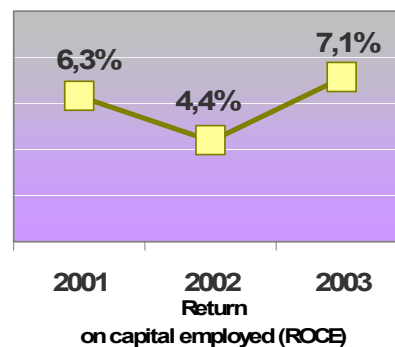
RTE's finances therefore remain healthy, enabling the company to continue its debt reduction programme

- Cash-flow increased from €861M in 2002 to €936M in 2003, reflecting the rise in income.
- Investments amounted to €535M, within the budget authorised by CRE (€547M). This figure is down on 2002 (€616M).
- Working capital requirements fell by €478M (this included a drop of around €100M linked to a change in the evaluation of internal debt), having previously risen by €82M in 2002.
- In 2003, RTE paid the French State a dividend of €61M based on 2002 results.
- As a result, long-term debt has been reduced by €470M (€99M in 2002). The debt-to-equity ratio (Gearing) fell from 2.07 at the end of 2002, to 1.87 at the end of 2003.



Satisfactory economic and financial rates of return

The economic rate of return, obtained by comparing operating income to the capital employed by RTE for its activity, has improved strongly: it stands at 7.1% compared with 4.4% in 2002. Corrected for climatic contingencies, it works out to 6.2%, in line with the 6.5%



set by the Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) for fixing tariff levels.

The financial rate of return, obtained by comparing net income to net assets, thus stands as 7.2%, up from 2.9% in 2002.

DEADLINES FACING RTE IN 2004

In application of the second European Directive, adopted on 26th June 2003, RTE faces two major deadlines in 2004:

- the implementation of the 2nd phase in the process of opening up the French electricity market,

- its legal independence.

**On 1st July 2004,
the market will be
opened up to
competition
for all
professional
customers**

The opening of the market to professional customers is an important step which, in just a few short months, will affect almost 2.5 million customers who will be free to choose their supplier. These customers are mainly those who are connected to the distribution system, since virtually all the customers connected to the RTE network are already eligible. Two-thirds of French electricity consumption will be affected by this market opening, i.e. 300 TWh.

At present only 3,100 sites, representing 160 TWh, are eligible.

The 1st July 2004 deadline will require RTE to extend the "balance responsible entity" system to these new customers. Accordingly, RTE has begun moves to update its information system, which will be ready in time for the deadline.

**At that date RTE, like all other electricity
transmission system operators
(TSOs) in the European Union, should be
a legally independent body.**

The second European Directive on the internal electricity market stipulates that, from 1st July 2004, electricity (and also gas) transmission system operators must be legally independent from the historical operators' other activities, which are subject to competition (production, sales, etc.).

The aim is to guarantee fair and equitable access to these networks, under efficient and non-discriminatory conditions.

According to Article 9 of the Directive, each transmission system operator shall be responsible for "contributing to security of supply through adequate transmission capacity and system reliability." They are also required to ensure "non-discrimination as between system users or classes of system users".

With regard to the legal form of TSOs, Article 10 of the Directive stipulates that "Where the transmission system operator is part of a vertically integrated undertaking, it shall be independent at least in terms

of its legal form, organisation and decision making from other activities not relating to transmission."

This new form of legal independence will reinforce RTE's existing independence in terms of accounting and financial management and the conditions for its management (for information, since 2000 the Director of RTE has been appointed by the Minister for Energy).

This independence is essential if, in the future, RTE is to continue fully to carry out its public service missions, subject to the scrutiny of CRE and the State, whilst strengthening its two important roles: firstly, alerting the public authorities to any risk to the security of supply, and secondly, acting as a co-ordinator for all

market players for the operational security of the French power system.

The European institutions do not require France (or any of the other EU States) to adopt any particular legal structure for RTE, provided the structure chosen guarantees the TSO's independence.

The final choice will fall to the Government and Parliament. They will have the task of proposing and adopting what they see as the most suitable legal structure for, on the one hand, upholding RTE's legal and managerial independence, and on the other hand, enabling RTE to fulfil its public service missions as effectively as possible.

Whatever the final choice, due to our status as operator of a natural monopoly, and in line with the preamble to the 1946 constitution, RTE must remain a public service undertaking, the majority of which is owned either directly or indirectly by the State.

The new central role of TSOs in Europe

The opening of the electricity market to competition gave TSOs a central role in establishing the electricity market models adopted by each country.

Most European transmission system operators have the following characteristics:

- **By definition, they hold the "status" of a regulated natural monopoly.** In most cases, TSOs are also companies whose activities are monitored by a national regulatory authority,
- **They are independent from the activities of production, distribution and trading.** The different European TSOs must be able to exchange confidential data daily, with the aim of improving co-ordination and thus reducing the risk of incidents occurring on the power system,
- **Generally, they are both operators of the power system and owners of the assets that make up the system they operate.**

For all that, over and above their common features, TSOs have adopted widely varying legal structures depending on their national context

How are electricity transmission system operators in other EU countries organised?

Some TSOs are entirely State-owned, as is the case in Italy, Sweden, Norway and the Netherlands.

Italy: Gestore della Rete di Trasmissione Nazionale (GRTN) was set up in 2000. It is an independent company, whose sole shareholder is the State. Its mission is to operate all aspects of the transmission system, and to oversee all maintenance and development work carried out on

it. The network is actually maintained by the companies that own it, which include Terna (subsidiary of Enel and owner of the majority of the network). GRTN is one of the few TSOs in the EU that does not own the infrastructures on which it transfers electricity; the Italian government has announced an imminent merger with Terna.

Sweden: Svenska Kraftnät was set up in 1992. It employs 270 people, and in 2002 delivered energy totalling 125 TWh, posting turnover of €420M. It is a State-owned independent electricity transmission company. It owns and operates the Swedish extra-high voltage network, which it also maintains, mainly via maintenance contracts. Svenska Kraftnät is also present in other activities: it is involved in telecommunications, and manages its own generating

facilities producing 1,000 MW (for its own requirements).

Norway: Set up in 1992 under the name Statnett, this company employs some 520 people, and in 2002 delivered energy totalling 117 TWh, posting turnover of €381M. It is also a State-owned independent electricity transmission company. It owns 84% of the transmission network, but operates the entirety of the Norwegian transmission system, which it is also responsible for maintaining. The remaining 16% of transmission lines are owned by local authorities and a number of private companies.

Netherlands: TenneT was set up in 1998. It employs 276 people, and in 2002 delivered over 100 TWh of energy, posting turnover of €326M. It owns the entire 200 kV – 380 kV network, which it operates and also maintains. In

addition, the Tennet group occupies a central position in the electricity sector via subsidiaries such as the market operator "APX" (Amsterdam Power Exchange), its presence in the cable and telecoms industry and its role in certifying renewable energies.

Ownership of certain other TSOs is split between the State and various shareholders, who may be electricity companies or players from outside the energy industry: this is the case in Spain and Finland.

Spain: Red Electrica de Espana (REE) was set up in 1985. It employs 918 people, and in 2002 delivered over 200 TWh of energy, posting turnover of €711M. REE is owned partly by the State (28.5%) and partly by Spain's 4 main electricity generators (each up to a maximum of 10%). The rest of the company is listed on the Stock Exchange. REE has committed itself to acquiring the remaining parts of the EHV network that it does not currently own (around 70% of the 220 kV network), and has also opened up internationally and in the field of telecommunications.

Finland: Fingrid was set up in 1996. In 2002 it delivered some 62 TWh of energy and posted turnover of €273M. The company is controlled by a shareholders agreement bringing together the State, insurance firms and electricity companies. Fingrid owns the network it operates.

In Germany, the TSOs are all fully-owned subsidiaries of the incumbent operators.

Germany: the four German TSOs (E.ON Netz, RWE Transportnetze Strom, Vattenfal Europe and EnBW Transportnetze) are alike in

that they are all fully-owned subsidiaries of a holding company belonging to the incumbent operator. They all own and maintain the network they operate.

Switzerland has no real system operator

Switzerland. Since it is not part of the EU, Switzerland is a special case where there is no system operator. Instead, it has operators that have remained fully vertically integrated within traditional companies. Given the country's central geographical location, this peculiarity raises difficulties with the creation of the single electricity market in Europe. The Swiss companies ATEL, EOS, EGL, BKW-FMB and NOK have structures responsible for operating the transmission system. The Swiss operators have undertaken to reorganise this activity. However, they have not set a deadline, since the corresponding draft bill was rejected in a referendum.

In Belgium, the TSO currently has a majority shareholder, which is Electrabel. However, it is also partly owned by local authorities and the public electricity generator...

Belgium: Elia was set up in 2001. With 1,113 employees and over 78 TWh of energy delivered, in 2002 Elia posted turnover of €668M. Elia operates the transmission system and even a part of the network up to 26 kV. It is owned by Electrabel (64%), a subsidiary of the Suez Group, the Belgian local authorities and SPE, the Belgian public electricity generator. Eventually, 40% of the capital held by Electrabel will be listed on the Stock Exchange. Elia is made up of two companies; one operates the network, whilst the other manages infrastructures. In addition, the company has

diversified into telecommunications activities and has founded a reinsurance firm. Like TenneT, Elia is a partner of RTE in the capital of the French power exchange, POWERNEXT.

Finally in the UK, the TSO is listed on the Stock Exchange and the private shareholders are very diverse: National Grid Transco capital is owned by banks, insurance firms, pension funds or private individuals.

United Kingdom: Originally set up in 1990, National Grid Company merged with the gas transmission system operator Lattice in 2002. With around 3,360 employees and over 300 TWh of energy delivered, the company posted turnover of €1,900M in 2002. Under its new name of National Grid Transco, it owns the EHV transmission network, which it also operates and maintains.

APPENDIX 1

RTE's financial independence

The unbundling of accounts pertaining to EDF's various activities has officially been in effect since its Board of Directors audited its 2000 accounts on 29th March 2001.

At that point, the balance sheet detailing EDF's "transmission" activities effectively became RTE's opening balance sheet. Some 30% of the liabilities appearing on this balance sheet correspond to net assets (€3,811M), with the remaining 70% corresponding to financial debt (€8,584M). Regulators in the various European countries view this structure as being acceptable for a "natural monopoly" activity.

Since that date, RTE's financial structure has been suited to the specific features of its electricity transmission activity, which has a low level of risk.

Its income is mainly derived from revenues linked to use of the public electricity transmission system (network access tariffs, charges for using the substations that supply distributors).

The tariff takes into account all costs (purchases linked to system operation, equipment purchases, maintenance work, personnel costs, depreciation and provisions, taxes and levies), as well as a 6.5% rate of return on capital employed.

The unbundling of accounts and management between EDF and RTE, for transmission activities, guarantees independence and non-discrimination with respect to all market players. This process of account unbundling faithfully reflects the spirit of the European Directive of 19th December 1996, and is put into practice by the French Law of 10th February 2000, relative to the modernisation and development of public service electricity.